

La recherche économique et sociale au Pérou : pour faire avancer le savoir et influencer les politiques



1999-12-10

Dominique Trottier

[Légende : Atelier du CIES.]

Un nouveau consortium de recherche pluridisciplinaire entend changer bien des choses dans la façon de faire de la recherche économique et sociale au Pérou. Le Consortium de recherche économique et sociale (CIES) a été créé en avril 1999 pour poursuivre les travaux de son prédécesseur, le [Consortium de recherche économique](#) (CIE). Les dirigeants de la nouvelle organisation et les 25 membres du Consortium travaillent dans un esprit de collaboration et de saine compétition en vue d'influencer les politiques gouvernementales. Le CIES bénéficie de l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui lui accordent un financement de 4,15 millions de dollars CAN jusqu'en 2003.

Le Consortium a pour objectif de faire en sorte que les chercheurs puissent produire et diffuser des connaissances qui soient utiles aux analystes des politiques et aux décideurs des secteurs public et privé. Il espère contribuer à l'essor du pays en haussant le niveau des discussions sur les questions de politique économique et sociale.

Dix ans de crise économique

Patricia Arregui, chercheuse auprès du [Grupo de Análisis para el Desarrollo](#) (GRADE), affirme que le gros de la recherche économique effectuée au Pérou au cours de la dernière décennie a été financé par le CIE. Créé en 1989, l'ancien consortium a d'abord concentré ses efforts sur le maintien d'une masse critique de chercheurs en matière économique. *Le principal défi consistait à lutter contre la fuite des cerveaux engendrée par l'instabilité*, déclare Javier Portocarrero, directeur adjoint du CIES.

Lorsque le CIE est né en 1989, le Pérou était au coeur d'une crise sans précédent. Le terrorisme faisait des ravages et l'inflation atteignait des sommets inégalés. Dans ce contexte, le CIE a surtout axé ses recherches sur les politiques macro-économiques. Au cours des années 1990, le gouvernement Fujimori a fait subir un régime de choc à l'État péruvien. Il a privatisé des pans entiers du secteur public, imposé une stricte politique fiscale et monétaire et changé le processus de négociation de la dette extérieure afin de stabiliser la situation. Plusieurs études financées par le CIE ont analysé ces changements et proposé des solutions. *Mais les instances politiques n'ont pas été assez réceptives*, déplore Javier Portocarrero.

Influencer les politiques

Au début, il était difficile d'influencer les politiques gouvernementales en raison de la crise que traversait le pays, explique Carlos Eduardo Aramburu, directeur du nouveau Consortium. Maintenant que la situation est plus stable, nous espérons que nos projets de recherche sauront mieux répondre aux besoins du gouvernement.

Parmi les études approuvées jusqu'à présent par le CIES se trouvent deux grands projets qui intéressent plus d'un centre de recherche outre divers intervenants du milieu. Le premier projet vise à améliorer les politiques fiscales et monétaires du Pérou. Les chercheurs responsables du projet espèrent mettre au point un système d'indicateurs qui permettrait de déterminer les effets des politiques gouvernementales afin de les modifier au besoin.

De graves problèmes sociaux

Le second projet porte sur le problème le plus grave du Pérou, la pauvreté. *Le gouvernement consacre 16 % seulement de son budget au cinquième le plus pauvre de la population, alors qu'il en dépense 21 % pour le cinquième le plus riche, affirme Gabriel Ortiz de Zevallos, un des responsables du projet. Une coalition de groupes de recherche étudiera, entre autres choses, la répartition des fonds en éducation, selon les zones géographiques et les niveaux d'instruction. L'équipe de recherche recommandera ensuite au gouvernement les modifications législatives qui s'imposent pour créer un meilleur système de répartition des fonds.*

Si le premier CIE se concentrait sur la recherche économique, le CIES a élargi ses horizons et fait appel à des disciplines différentes, comme la sociologie et l'anthropologie. *Nous devons collaborer avec des spécialistes d'autres disciplines [telles que l'éducation et le droit] pour nous assurer que les modèles que nous proposons sont adéquats, poursuit Ortiz de Zevallos. La science économique est la colonne vertébrale de nos projets, mais nous voulons tenir compte du contexte social pour élaborer des propositions applicables.*

Le partage des connaissances

Le CIES favorise la collaboration entre ses membres. Il accorde de préférence les projets d'envergure à des coalitions d'institutions plutôt qu'à un seul établissement. Le Consortium veut ainsi *inciter les meilleures institutions de recherche du pays à partager leurs moyens et leurs connaissances avec les petites institutions*, explique Aramburu. Par exemple, le Groupe de travail sur la pauvreté du CIES regroupe l'[Institut APOYO](#) et le GRADE, deux des principaux établissements de recherche du Pérou, de même que deux universités provinciales : l'Universidad Nacional de Puno (pour le sud de la région andine) et l'Universidad de Piura (pour la région côtière septentrionale) qui permettent à des étudiants de participer à la recherche.

Contrairement à l'ancien consortium, le CIES accepte les nouvelles candidatures. *Nous sommes passés de 5 à 25 membres*, ajoute Aramburu. Et les bourses de recherche sont désormais accordées aux meilleurs projets plutôt qu'au prorata. *Cela contribuera à améliorer la productivité et la qualité des recherches*, conclut-il.

Dominique Trottier est un journaliste indépendant basé à Lima (Pérou). Il était auparavant à l'emploi du réseau français de Radio-Canada à Vancouver. (Photo : gracieusement fournie par le CIES.)

Renseignements :

Carlos Eduardo Aramburu, directeur, CIES, Jr. Leon de la Fuente 110, Lima 17, Perú; tél. : (51-1) 264-1316; télec. : (51-1) 264-1557; courriel : aramburu@desco.org.pe

Patricia Arregui, chercheuse, GRADE, 1870, av. del Ejercito, San Isidro, Lima, Perú; tél. : (51-1) 264-1780; télec. : (51-1) 264-1882; courriel : arregui@grade.org.pe

Javier Portocarrero, directeur adjoint, CIES, Jr. Leon de la Fuente 110, Lima 17, Perú; tél. : (51-1) 264-1316; Cell: (51-1) 944-6880; Fax: (51-1) 264-1557; Email: jportoca@desco.org.pe

Gabriel Ortiz de Zevallos, directeur, Instituto APOYO, av. 28 de Julio 1420, Miraflores, Lima, Perú; tél. : (51-1) 444-6261; télec. : (51-1) 446-5369; courriel : goz@iapoyo.org.pe

Des liens à explorer...

[Atténuer la pauvreté et l'iniquité en Amérique latine](#), par Ken Eakin.

[La surveillance et l'évaluation des programmes d'atténuation de la pauvreté au Pérou](#), par Ken Eakin.

[Coping with Capital Surges: The Return of Finance to Latin America](#) (en anglais).

[Economic Policy and the Transition to Democracy: The Latin American Experience](#) (en anglais).